

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Madame la Préfète d'Eure-et-Loir**

**Pour présentation au
Conseil départemental de l'environnement
et des risques sanitaires et technologiques**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**PROPOSITION D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PORTANT CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

**Régie CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT ET VALORISATION
N° ICPE 100.149**

Commune de Mainvilliers

Objet du présent rapport

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement qui soumet le changement d'exploitant d'une installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés à autorisation préfectorale.

Il présente un projet d'arrêté préfectoral complémentaire portant changement d'exploitant des activités de la société ORISANE, situées sur le territoire de la commune de Mainvilliers, au profit de la régie CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT ET VALORISATION.

Après examen des capacités techniques et financières du pétitionnaire issues du dossier déposé par la régie CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT ET VALORISATION par courrier en date du 29 octobre 2018 en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral complémentaire portant changement d'exploitant de l'installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés située sur le territoire de la commune de Mainvilliers et propose d'intégrer les prescriptions applicables à l'installation dans une forme actualisée et consolidée constituant un acte unique.

L'inspection des installations classées propose la sollicitation de l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

I – Présentation de l'établissement

L'installation de traitement et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés située sur le territoire de Mainvilliers, au lieu-dit La mare Corbonne, a été initialement autorisée par arrêté préfectoral du 28 novembre 1996.

L'usine d'incinération est autorisée à traiter annuellement 110 000 tonnes de déchets ménagers et assimilés.

L'origine géographique des déchets admis sur l'installation correspond au périmètre du Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés d'Eure-et-Loir. Elle peut être étendue aux départements de l'Orne et de l'Eure dans la limite de 10 000 tonnes par an.

Chartres métropole a confié à la société Novergie (SUEZ) la construction, le financement de l'investissement puis l'exploitation de l'installation par contrat de délégation de service public, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2018.

II – Activités exercées par l'établissement : situation administrative actuelle

L'installation est composée de :

- deux fours de capacité unitaire de 7,5 t/h ;
- une valorisation énergétique avec deux chaudières de récupération produisant unitairement 24,5 t de vapeur et un groupe turbo-alternateur commun aux 2 lignes de 9,4 MW ;
- un système de traitement de fumées.

Par ailleurs, par arrêté préfectoral du 20 avril 2012, le site est autorisé à exploiter une station de transit et de regroupement de déchets non dangereux à hauteur de 15 000 t/an.

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2771		A	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux.	Deux lignes d'incinération		sans seuil		110 000	t/an
3520	a	A	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets : déchets non dangereux.	Deux lignes d'incinération	Capacité de traitement	> 3	t/h	15	t/h
4718	2	DC	Gaz inflammables liquéfiés	Réservoir aérien de propane de 56 m ³ soit 30 t	quantité présente	> 6 et < 50	t	30	t

2714	2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	1 trémie « emballages » (papier, carton, plastique) avec fond mouvant de 100 m ³ 1 trémie « JRM » (journaux, revues, magazines) avec fond mouvant de 100 m ³ soit au total : 200 m ³	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	> 100 et < 1 000	m ³	200	m ³
2716	2	DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inerte à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	2 trémies « déchets résiduels » (OM ou DIB) avec fond mouvant de 100 m ³ soit au total : 200 m ³	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	> 100 et < 1 000	m ³	200	m ³
2920	2b	NC	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10 ⁵ Pa	cinq compresseurs : 2 x 30 kW 3 x 37 kW	Puissance absorbée	> 10	MW	0,171	MW

AS autorisation - Servitudes d'utilité publique ;

A-SB autorisation – Seuil Bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 ;

A autorisation ;

E enregistrement ;

D déclaration ;

C soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'environnement ;

NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB.

La rubrique « 3000 » principale de l'établissement, mentionnée à l'article R. 515-61, est la rubrique 3520 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique « 3000 » principale de l'établissement sont celles associées au document BREF WI (incinération de déchets).

III – Pétitionnaire

III.1 – Présentation

Une régie autonome avec personnalité morale, constituée sous forme d'établissement public industriel et commercial (EPIC), CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT ET VALORISATION (CMTV) a été créée par Chartres métropole pour prendre en charge l'exploitation de l'installation de traitement et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés à compter du 1^{er} janvier 2019.

La régie CMTV est issue de la coopération entre les partenaires suivants : Chartres métropole, le Sictom de Brou, Bonneval, Illiers-Combray, le Sictom de Nogent-le-Rotrou et le Sirtom de Courville s/Eure, La Loupe et Senonches.

III.2 – Capacités techniques

Continuité d'exploitation entre SUEZ et la régie CMTV

Le contrat de DSP prévoit une clause de rencontre pour la préparation de fin de contrat permettant notamment une mise à jour de la base documentaire d'exploitation ainsi que de l'inventaire, et un état de remise des ouvrages et équipements.

Chartres métropole a par ailleurs effectué en 2014 un audit des installations et lancé en 2017 une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin d'être accompagné dans :

- la définition des besoins et des modalités d'organisation ;
- l'évolution du process industriel de l'équipement ;
- organiser le transfert de l'activité d'exploitation de l'installation et des équipements associés.

Par ailleurs, afin d'assurer la continuité des prestations de fournitures actuellement sous-traitées par le délégataire, le nouvel opérateur prévoit d'effectuer des prolongations ou changements de contrats de maintenance.

Ressources humaines et prestations de services

Les contrats de travail des personnels de SUEZ (hors directeur de site) actuellement affectés à l'exploitation de l'installation font l'objet d'un transfert à la régie CMTV. Certains personnels n'ont pas souhaité intégrer la nouvelle régie. Le remplacement des personnels opérationnels fait l'objet de recrutements. Dans l'attente, la régie CMTV précise qu'elle fera appel à une société spécialisée dans la mise en route d'installations identiques pour assurer l'effectif suffisant au pilotage de l'usine.

Afin de diriger l'exploitation de l'ensemble des installations, la régie a recruté un directeur d'exploitation expérimenté du groupe SUEZ, qui a notamment exercé antérieurement les fonctions de directeur d'exploitation du présent site de Mainvilliers.

Par ailleurs, la régie CMTV externalisera les fonctions support (comptabilité, RH, juridique, achat) sous forme de contrats de prestations de services avec Chartres métropole ou des cabinets privés.

Engagement de maintien du système de management environnemental et de l'énergie

L'installation dispose actuellement des certifications ISO 14001 (management environnemental) et ISO 50001 (management de l'énergie). Le pétitionnaire s'est engagé à maintenir le même niveau en matière de qualité, de sécurité et d'environnement. La régie CMTV a prévu de s'appuyer dans un premier temps sur les compétences d'un cabinet expert pour mettre en place et développer la fonction « qualité, hygiène, sécurité, environnement », ainsi que d'associer les compétences techniques des personnels du site Chartres métropole Énergies en matière de production de chaleur et d'électricité (centrale de cogénération biomasse).

Gestion des situations dégradées

En cas de situation dégradée, le pétitionnaire s'engage sur le montage d'accords-cadres permettant le déclenchement rapide d'opérations de déroutage des déchets vers d'autres exutoires.

A ce jour, des accords de principes ont été obtenus par le pétitionnaire avec le SITREVA (UVE VALORYELE de Ouarville, dans l'Eure-et-Loir), la SEMARDEL (UVE et ISDND de Vert le Grand en Essonne) et VEOLIA (ISDND de Bucy Saint Liphard, dans le Loiret).

III.3 – Capacités financières

La communauté d'agglomération Chartres Métropole est un établissement public de coopération intercommunale regroupant 66 communes représentant 139 000 habitants, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Le montant des recettes réelles de fonctionnement est d'environ 97 M€ (2017) provenant de la fiscalité et des dotations de l'État.

Les recettes réelles de fonctionnement relatives aux déchets représentent un montant d'environ 17 M€, comprenant notamment les produits des services et le produit de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères.

En 2017, le coût de l'incinération des déchets ménagers s'est élevé à 4 M€, soit 24 % des charges du budget de fonctionnement.

Le 15 octobre 2018, Chartres métropole a délibéré sur le montant de la dotation initiale (moyens matériels et financiers nécessaires au fonctionnement initial) attribuée à la régie CMTV, qui s'élève à 1 M€.

Le pétitionnaire précise qu'une convention d'avance de trésorerie sera conclue entre Chartres métropole et la régie CMTV pour permettre à celle-ci de satisfaire aux besoins en fonds de roulement induits notamment par la programmation des travaux de gros entretien et renouvellement.

III.4 – Garanties financières pour la mise en sécurité du site

Conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT ET VALORISATION reste assujettie à l'obligation de calcul des garanties financières pour son activité d'incinération de déchets ménagers et assimilés, visée par la rubrique 2771 et soumise à autorisation.

Le montant actualisé est de 873 797,46 €.

IV – Perspectives d'évolution des conditions d'exploitation de l'installation

Le pétitionnaire a identifié les évolutions à venir en matière de gestion des déchets au niveau régional, qui seront portées par le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Centre - Val de Loire, dont la publication est prévue en 2019.

Par ailleurs, l'installation est concernée par l'application de la directive européenne IED sur les émissions industrielles. Le document de référence en matière des meilleures techniques disponibles (BREF WI) est actuellement en cours de révision. Un an après sa publication (prévue mi 2019), le nouvel opérateur devra déposer un dossier de réexamen de l'autorisation préfectorale avec une mise en application sous un délai de 4 ans.

Dans cette perspective, Chartres métropole a effectué en 2018 un diagnostic des performances épuratoires des fumées de l'installation d'incinération qui conclut notamment à un besoin d'amélioration de ces performances afin de satisfaire aux nouvelles limites d'émissions associées aux meilleures techniques disponibles.

Le pétitionnaire précise que les investissements liés à la prochaine publication du BREF WI, évalués à 12 M€ ont d'ores et déjà été intégrés dans les comptes d'exploitation prévisionnels à compter de 2023.

Enfin, le pétitionnaire informe qu'une étude a été réalisée sur les possibilités développement de l'installation en vue d'améliorer la valorisation de la chaleur issue de la combustion des déchets. Il en ressort notamment une proposition de programme d'investissement basé sur l'amélioration des performances environnementales et l'optimisation énergétique sous forme de réseau de chaleur.

VI – Conclusion et propositions de l'inspection des installations classées

Au vu de l'ensemble des éléments précités, l'inspection des installations classées propose un projet d'arrêté préfectoral complémentaire portant changement d'exploitant de l'installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés située sur le territoire de la commune de Mainvilliers (cf. annexe du présent rapport) :

- autorisant la régie CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT ET VALORISATION à être le nouvel exploitant de l'installation d'incinération de Mainvilliers ;
- abrogeant l'ensemble des dispositions obsolètes des arrêtés préfectoraux existants pour une meilleure lisibilité des exigences auxquelles est soumis l'exploitant, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.
- intégrant de nouvelles mesures de protection et de maîtrise des risques faisant partie de bonnes pratiques couramment mises en œuvre :
 - réduction des émissions lumineuses (art. 2.1.2) ;
 - sécurisation de l'accès au site et circulation dans l'établissement (art. 2.3.3) ;
 - information du préfet de tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions de l'arrêté préfectoral (chap. 2.4) ;
 - précision des consignes d'exploitation avec les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt (art. 3.1.1) ;
 - précision des horaires de fonctionnement de l'installation (24h/24, 7j/semaine) (art.6.2.1) ;
 - mise à disposition des fiches de données de sécurité des substances et mélanges dangereux présents dans l'installation, précisant les incompatibilités, et tenue d'un registre dédié (art. 7.2.2) ;
 - prévention des pollutions accidentelles : présence d'une consigne précisant les vérifications à effectuer pour limiter les risques pollution accidentelle (en particulier l'étanchéité des dispositifs de rétention) (art. 7.6.1), la disponibilité des volumes potentiels de rétention (art. 7.6.5), la limitation des stocks des substances et mélanges dangereux au minimum technique (art. 7.6.6) ;
- ajoutant la surveillance des dioxines, furannes et métaux lourds dans les lichens (art. 9.2.2.2).
- fixant la date de démarrage de l'obligation de constitution de garanties financières au 1^{er} janvier 2019. Il est demandé au nouvel exploitant de transmettre une attestation de constitution des garanties financières dans les quinze jours suivant la notification de l'arrêté préfectoral.

Conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, il est proposé que ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire soit soumis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auxquels l'inspection des installations classées propose d'émettre un avis favorable.